

Rapport sur les pays à risque Comité des droits humains et syndicaux



ITUC CSI IGB

Confédération syndicale internationale

Table des matières

INTRODUCTION	5
PAYS À RISQUE – RÉGION PANEUROPÉENNE	7
Kazakhstan	7
Turquie	7
Ukraine	8
Biélorus	8
Hongrie	9
PAYS À RISQUE – ASIE/PACIFIQUE	10
Bangladesh	10
Cambodge	10
Fidji	11
Philippines	11
Inde	12
Hong Kong (Région administrative spéciale)	12
Iran	12
PAYS À RISQUE – AFRIQUE	14
Zimbabwe	14
République démocratique du Congo	14
Eswatini	15
Somalie	15
PAYS À RISQUE – RÉGION ARABE	16
Algérie	16
Jordanie	16
Palestine	16
PAYS À RISQUE – AMÉRIQUES	18
Colombie	18
Brésil	18
Argentine	19
Guatemala	19
Honduras	19
Paraguay	19
ANNEXE I	21
Mécanisme de réaction rapide de la CSI	21
ANNEXE II	22
Aperçu des appels lancés par la CSI	22
ANNEXE III	24
Conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du travail de 2019	24
ANNEXE IV	35
Indice des droits dans le monde 2019 – Les dix pires pays au monde pour les travailleuses et les travailleurs	35

Introduction

Dans de nombreuses régions du monde, les syndicats sont en première ligne des conflits et des luttes pour les droits et les libertés démocratiques.

Tout au long de l'année dernière, les fondements de la démocratie au travail ont subi des attaques et ont été la proie de conflits, alors que l'autoritarisme et les gouvernements de droite se sont employés à démanteler l'espace démocratique, les droits et les libertés, dont la liberté syndicale, la négociation collective et le droit de grève.

La répression et le refus d'accéder à la justice sont utilisés pour réduire au silence la colère qui gronde. Les droits et les libertés démocratiques se sont amenuisés et les attaques contre les droits syndicaux ont persisté dans le monde entier. Les militants syndicaux doivent être reconnus à la fois comme des défenseurs des droits de l'homme et des bâtisseurs de paix.

L'Indice des droits dans le monde 2019 de la CSI montre que:

72 % des pays empêchent les travailleurs et les travailleuses d'accéder à la justice.

74 % des pays excluent certaines catégories de travailleurs, voire toute la main-d'œuvre, de la législation du travail et le refus du droit de constituer des syndicats ou de s'y affilier est de plus en plus courant.

Le nombre de pays où des travailleurs et des travailleuses sont arrêtés et détenus est passé de 59 en 2018 à 64 en 2019.

La liberté d'expression et de réunion est interdite ou limitée dans 54 pays.

Des travailleurs ont été victimes de violences dans 52 pays.

Les pays à risque

Le soutien apporté aux pays à risque par la solidarité que nos organisations affiliées leur manifestent joue un rôle essentiel. Le Comité des droits humains et syndicaux coordonne les actions de solidarité du mouvement syndical mondial en faveur de la paix, de la démocratie et des droits.

Le Rapport sur les pays à risque donne un aperçu des faits marquants, des défis à surmonter et des propositions d'action pour 2020 dans 25 pays de toutes les régions. En outre, le rapport fait écho aux résolutions d'urgence adoptées lors du Congrès mondial de la CSI de 2018 sur le Brésil (Lula), la Hongrie, l'Iran et le Kazakhstan.

Cette année, la CSI a activé un mécanisme de réaction rapide pour réagir aux situations de crise lorsque des membres syndicaux et leurs organisations courent un risque imminent ou lorsque des conflits ou des catastrophes naturelles réclament une solidarité mondiale urgente.

Quatre dirigeants syndicaux ont été libérés en 2019 à la suite d'actions de solidarité du mouvement syndical mondial.

Discussions du Comité des droits humains et syndicaux en 2019

Les discussions qui auront lieu en 2019 au sein du Comité des droits humains et syndicaux permettront aux participants d'examiner le Rapport sur les pays à risque et d'esquisser des plans d'action pour 2020.

Le rapport n'aborde pas de nombreux pays industrialisés, alors que des attaques contre les droits se produisent également de plus en plus dans les économies développées. Cette situation invite le comité à discuter de la façon de traiter les problèmes liés aux droits humains et syndicaux dans les pays développés, comme aux États-Unis, en Australie et dans différents pays de l'Union européenne.

Pour alimenter les discussions, l'**Indice des droits dans le monde 2019 de la CSI** et le **Rapport 2019 de la CSI sur la liberté** examinent le respect des droits des travailleurs et des travailleuses dans des pays du monde entier et fournissent un aperçu de la façon dont le rétrécissement de l'espace démocratique ouvre la voie aux conflits et accentue les risques pour la sécurité.

Les **campagnes « Nouveaux fronts »** et les **quatre piliers d'action de la CSI pour 2020** présentent un résumé des priorités stratégiques de la Confédération

et proposent des plans et quatre piliers: la paix, la démocratie et les droits; la réglementation du pouvoir économique; les transformations à l'échelle mondiale – des transitions justes; et l'égalité. Il s'agit d'activités principales pour la CSI et chaque pilier compte des domaines thématiques assortis d'objectifs à l'aune desquels nous évaluerons nos progrès et présenterons tous les ans un rapport au Conseil général. Le travail qu'effectue la CSI dans le cadre du Rapport sur les pays à risque s'intègre au domaine thématique relevant du pilier sur la paix, la démocratie et les droits.



Les syndicats sont en première ligne d'une lutte menée pour exiger des droits et des libertés démocratiques. Nous avons besoin d'un nouveau contrat social entre les travailleurs et les travailleuses, les gouvernements et les entreprises afin de restaurer la confiance alors que la population perd tout espoir dans la démocratie. Grâce à nos revendications en faveur d'un socle de protection du travail et d'une protection sociale universelle, nous garantirons les droits et la dignité des peuples, qui sont les fondements mêmes de la paix et de la stabilité.

Sharan Burrow

Secrétaire générale de la
Confédération syndicale internationale

Faites-nous part de vos idées pour agir: Nous invitons nos organisations affiliées à envoyer leurs commentaires, idées et suggestions en vue d'une action commune relative aux droits humains et syndicaux en 2020 à l'adresse tur@ituc-csi.org

Participez à la discussion: Le Comité des droits humains et syndicaux se réunira le 14 octobre 2019, de 11 à 17 heures, à la Maison syndicale internationale, Bruxelles (Belgique).

Rapport au Conseil général de la CSI: Après le Comité des droits humains et syndicaux, son président, Plamen Dimitrov, présentera un rapport au Conseil général.

Pays à risque – Région paneuropéenne

Kazakhstan

Faits marquants:

- Libération d'Erlan Baltabay, dirigeant du Syndicat indépendant des travailleurs du pétrole et de l'énergie, par décret spécial du nouveau président et à la suite d'une campagne mondiale.
- En 2019, la Commission de l'application des normes (CAN) de l'Organisation internationale du travail (OIT) a épinglé le Kazakhstan dans un paragraphe spécial pour des violations graves et constantes des droits syndicaux.
- La CSI est intervenue en tant que tiers dans la procédure judiciaire à l'encontre de Larisa Kharkova.
- La CSI a demandé au Groupe de travail de l'OCDE-Kazakhstan de déconseiller les investissements.
- La CSI a présenté un rapport à l'occasion de la procédure d'examen périodique universel des Nations Unies à propos du respect du Kazakhstan de ses obligations en vertu du droit international des droits humains.

Difficultés à surmonter:

- Les dirigeants syndicaux indépendants sont victimes de condamnations et de répression, comme c'est le cas de Larisa Kharkova, Amin Eleusinov et Nurbek Kushakbaev, tous les trois punis et persécutés par la justice sur de fausses accusations. Dmitry Seniavskiy a été violemment battu.
- Mise en place de la feuille de route de l'OIT convenue lors de la mission tripartite de haut niveau de 2018, et en particulier la réforme de la Loi sur les syndicats en vue d'autoriser la constitution d'organisations syndicales indépendantes.
- Refus d'enregistrer la Confédération des syndicats indépendants du Kazakhstan (CITUK) et ses fédérations membres; ingérence de l'État dans la direction de la Fédération des syndicats du Kazakhstan (FPRK).

Actions à envisager:

- Mission syndicale internationale pour soutenir les syndicats indépendants, y compris des visites de dirigeants emprisonnés ou assignés à résidence.

- Pressions auprès des gouvernements pour qu'ils soutiennent l'appel au respect de la liberté syndicale dans le cadre de la procédure d'examen périodique universel.
- Action commune CSI-CES (Confédération européenne des syndicats) dans le cadre de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé.
- Action commune CSI-TUAC (Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE) ciblant le Groupe de travail OCDE-Kazakhstan.

Turquie

Faits marquants:

- L'état d'urgence a finalement été levé.
- Une mission d'enquête de la CSI a rassemblé des informations sur la répression violente des manifestations de travailleurs et de travailleuses, ainsi que sur d'autres violations des droits pendant la construction du nouvel aéroport d'Istanbul, et a publié un rapport.
- Une mission conjointe CSI-IBB (Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois) s'est rendue sur le chantier et a rencontré des membres, ainsi que la direction de l'aéroport.
- En 2019, la CAN de l'OIT a discuté des violations de la liberté syndicale en Turquie et a prié le gouvernement de présenter un rapport sur les progrès accomplis.

Difficultés à surmonter:

- La répression de manifestations, les arrestations de militants syndicaux et les actes d'intimidation à leur encontre se poursuivent.
- De lourdes accusations pénales sont portées à l'encontre de syndicalistes, y compris des dirigeants syndicaux, et des poursuites pénales sont intentées à leur encontre pour avoir pris position contre le gouvernement et les entreprises qui exploitent leur personnel.
- Des milliers de travailleurs et de membres syndicaux, licenciés par décret en représailles

pour leurs activités syndicales, n'ont pas été réintégrés par la Commission d'enquête.

Actions à envisager:

- Coordonner une présence aux procès pour dénoncer la persécution judiciaire injuste et arbitraire des syndicats.
- Soutenir les actions en justice des syndicalistes dont la Commission d'enquête a rejeté la demande de réintégration par l'intermédiaire du Fonds de solidarité CES-CSI.
- Déposer une plainte auprès de l'OIT à propos de la sécurité et de la santé au travail, et soutenir les procédures judiciaires intentées au niveau national.
- Collaborer avec la CES pour poursuivre les procédures au sein du Conseil de l'Europe.

Ukraine

Faits marquants:

- Une mission CSI-CRPE (Conseil régional paneuropéen)-CES s'est rendue sur place pour enquêter sur des violations des droits humains et syndicaux, sur la pauvreté et la migration forcée, et a rencontré des représentants de syndicats, de l'Union européenne (UE), du Fonds monétaire international (FMI), la Médiatrice, le bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le vice-premier ministre.
- La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR) de l'OIT a formulé des observations fermes sur les conventions n^{os} 81, 87, 95 et 176.
- La clinique juridique de la CSI a permis de renforcer certaines positions syndicales sur la réforme de la législation du travail et a analysé les réformes du gouvernement à l'aune des normes internationales, ce qui a fourni une base pour le travail de persuasion mené au parlement.
- Remise en question des conditionnalités des prêts du FMI en lien avec les privatisations, les pensions et la réforme des soins de santé.

Difficultés à surmonter:

- Ingérence des autorités dans les affaires syndicales.
- Arriérés de salaire et chômage à l'origine d'un exode de la population en âge de travailler.

- Impossible de prévoir ce qui va se produire après les élections, risque de réformes rapides de la part du nouveau président.

Actions à envisager:

- Organiser une réunion de haut niveau avec des responsables de l'UE (la nouvelle Commission européenne et le nouveau Parlement européen) et des syndicats ukrainiens.
- Inviter des organisations affiliées de l'UE à rencontrer leur gouvernement et des membres de l'ambassade ukrainienne.
- Explorer les possibilités pour le projet de jumelage en UE, surtout avec des syndicats de pays voisins.
- Participer à des activités transfrontalières aux côtés de l'OIM et de l'OIT pour encourager les partenariats et prévenir la traite, la discrimination et le dumping social.
- Accroître la participation des syndicats de l'UE aux travaux de la plateforme UE-Ukraine de la société civile et du groupe consultatif national dans le cadre des accords d'association et des accords de libre-échange approfondis et complets.
- Envisager d'entamer des procédures prévues par le mécanisme de contrôle de l'OIT.
- Soutenir la campagne en faveur des salaires des organisations affiliées.

Bélarus

Faits marquants:

- Le mouvement syndical international a réclamé que les Jeux européens de 2019 n'aient pas lieu à Minsk compte tenu des violations des droits syndicaux et humains qui ont cours au Bélarus.
- Il a aussi été demandé au Service européen pour l'action extérieure d'accorder la priorité au respect des droits syndicaux lors de la négociation de l'accord de partenariat entre l'UE et le Bélarus.
- En 2019, la CAN de l'OIT a souligné le recours abusif au travail obligatoire en tant que punition dans le pays.
- En 2019, le Code du travail a été modifié, limitant encore plus les libertés de la main-d'œuvre.

Difficultés à surmonter:

- Le gouvernement continue de faire campagne contre le Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP) et ses organisations affiliées. Des syndicats indépendants ne parviennent pas à obtenir une reconnaissance légale et le recours à des contrats à court terme donne lieu à de la discrimination antisyndicale.
- Les syndicats ne peuvent pas recevoir de soutien financier international.
- Les recommandations de la Commission d'enquête de l'OIT (de 2004!) ne sont toujours pas appliquées.
- Deux dirigeants de syndicats affiliés au BKDP risquent un procès à motivation politique.

Actions à envisager:

- Continuer de soutenir le BKDP.
- Déposer une demande de révision de l'application des recommandations de la Commission d'enquête de l'OIT auprès du Comité de la liberté syndicale.

Hongrie

Faits marquants:

- Réunion du CRPE avant la Conférence internationale du travail (CIT) à Budapest et action de solidarité pour soutenir les syndicats hongrois.
- Université d'été du CRPE à Budapest.
- La CSI a rédigé un document critique sur l'amendement de la Loi fondamentale et y dénonce les lacunes relatives au droit international des droits humains et aux normes internationales du travail.

Difficultés à surmonter:

- La législation du travail reste en vigueur et constitue une menace pour la protection des travailleurs dans toute la région.
- Restrictions générales appliquées à la société civile et à l'état de droit.

Actions à envisager:

- Action commune CSI-CES sur l'instauration d'une durée raisonnable du travail dans le cadre d'un socle de protection des travailleurs.
- Faire connaître et dénoncer toutes les sociétés multinationales qui abusent de la loi sur le «travail forcé».



Des policiers turcs arrêtent un homme âgé à Istanbul, qui manifestait pour soutenir les travailleurs arrêtés antérieurement pour avoir protesté contre les conditions de travail dans le nouvel aéroport d'Istanbul. Photo: Bulent Kilic/AFP

Pays à risque – Asie/Pacifique

Bangladesh

Faits marquants:

- La CSI a déposé une plainte auprès de l'OIT et réclamé la création d'une commission d'enquête sur le Bangladesh.
- La CSI a déposé une plainte auprès du Médiateur européen parce que la Commission européenne n'a pas ouvert d'enquête sur les normes du travail dans le cadre du système de préférences généralisées.
- Un rapport sur la situation des droits humains et au travail a été envoyé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour son examen par pays sur le Bangladesh.
- À la suite d'une plainte de la CSI, le Comité de la liberté syndicale de l'OIT a prié le gouvernement de demander des comptes aux responsables des violences dont ont été victimes des travailleurs qui manifestaient et d'entamer une enquête indépendante.

Difficultés à surmonter:

- La grande majorité des syndicats font toujours face à des obstacles majeurs pour s'enregistrer, ce qui les empêche d'agir librement et de participer à des négociations collectives.
- La police et des voyous interviennent violemment dans les manifestations, blessant et intimidant la main-d'œuvre.
- Les actes de discrimination antisyndicale et les licenciements massifs de travailleurs et de travailleuses dans le cadre de la grève salariale restent impunis grâce à des institutions judiciaires corrompues et subjectives.
- Salaires misérables et absence de protection sociale.

Actions à envisager:

- Campagne pour inciter le gouvernement et les employeurs à soutenir la création d'une commission d'enquête de l'OIT.
- Pressions auprès de l'UE pour qu'elle entame une enquête et prévoie la possibilité de suspendre

progressivement les préférences commerciales, y compris au travers du Pacte de durabilité.

- Apporter la preuve de violations des droits de la main-d'œuvre dans différents secteurs, en collaboration avec les Fédérations syndicales internationales (FSI).

Cambodge

Faits marquants:

- L'UE a annoncé la procédure d'évaluation des droits politiques, du travail et humains en vertu de l'accord commercial «Tout sauf les armes» (TSA).
- Le gouvernement a proposé dix amendements à la loi sur les syndicats et a accéléré les procédures pénales et civiles en cours contre les syndicalistes. Le tribunal a acquitté les six dirigeants syndicaux nationaux poursuivis pour l'organisation de la grève générale en 2013.
- Le gouvernement a annoncé l'extension du salaire minimum à un deuxième secteur, en plus de celui de l'habillement, et de la couverture de la protection sociale au secteur informel, mais sans préciser de calendrier.

Difficultés à surmonter:

- Restrictions des grèves de travailleurs; enregistrement des syndicats; représentation des syndicats pour les travailleurs non syndiqués; menaces et intervention du gouvernement.
- Les négociations en vue d'une négociation collective sectorielle dans l'industrie de l'habillement ont cessé sous la menace du retrait de l'initiative TSA.
- L'impunité des actes de discrimination antisyndicale est un obstacle à l'organisation.
- Dépendance économique croissante à l'égard des prêts et des investissements chinois, combinée à l'impunité des violations des droits de la part des employeurs chinois.

Actions à envisager:

- Aider les syndicats à mettre la législation sur les syndicats et le travail en conformité avec la convention n° 87.

- Utiliser activement les procédures spéciales de l'OIT et du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour créer un environnement favorable aux syndicats.
- Soutenir les initiatives syndicales en matière d'organisation, de salaire minimum et de protection sociale.
- Continuer de surveiller les investissements chinois au Cambodge.

Fidji

Faits marquants:

- La CSI et la CSI-Asie/Pacifique ont coordonné une action de protestation et de solidarité internationale contre l'arrestation illégale de dirigeants de la Confédération des syndicats de Fidji (FTUC), dont son secrétaire général, Felix Anthony, ce qui a permis leur libération.
- La CAN de 2019 a approuvé l'envoi d'une mission de contacts directs aux Fidji.
- Felix Anthony a été entendu dans le cadre de la procédure d'examen périodique universel des Fidji aux Nations Unies.

Difficultés à surmonter:

- Les poursuites judiciaires contre Felix Anthony sont toujours en cours.
- L'ingérence du gouvernement dans les affaires syndicales.
- La répression constante que subissent les militants syndicaux.
- La dissolution du Conseil consultatif des relations d'emploi.

Actions à envisager:

- Aider la FTUC à préparer la mission de l'OIT et à intervenir auprès de ses membres.
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils soutiennent les recommandations syndicales sur la liberté d'association à l'occasion de la session de l'examen périodique universel de Fidji.
- Rassembler des arguments pour remettre en cause le retour des Fidji dans le Commonwealth.

Philippines

Faits marquants:

- La CAN a examiné l'application de la convention n° 87 aux Philippines et a demandé au gouvernement d'accepter une mission tripartite de haut niveau.
- Le 11 juillet, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté une résolution priant la Haute-Commissaire d'établir un rapport écrit complet sur la situation des droits de l'homme aux Philippines.
- Une mission du Conseil des Global Unions s'est rendue dans le pays en juillet pour œuvrer en faveur de l'unité. Le secrétaire du Travail a été instamment prié de respecter les droits au travail dans le pays.
- Le Prix international Arthur Svensson 2019 a été décerné à la syndicaliste France Castro.

Difficultés à surmonter:

- Exécutions extrajudiciaires, violence contre les syndicalistes et impunité.
- Extension de la loi martiale à Mindanao; étiquetage des syndicats et des organisations de la société civile de la part du gouvernement et de l'armée.
- Le recours illégal au travail intérimaire est encore largement répandu pour faire baisser les salaires et saper la syndicalisation.
- Jusqu'à présent, le gouvernement a refusé de recevoir la mission tripartite de haut niveau de l'OIT.

Actions à envisager:

- Faire pression sur le gouvernement pour qu'il accepte la mission tripartite de haut niveau de l'OIT.
- Clinique juridique pour aider les organisations nationales affiliées à préparer la mission tripartite de haut niveau de l'OIT.
- Collaborer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour étayer le rapport à présenter à la 44^e réunion du Conseil des droits de l'homme.
- Travailler avec la CES pour renforcer les normes en matière d'emploi dans l'accord commercial entre l'UE et les Philippines.

- Continuer de surveiller les investissements chinois aux Philippines.
- Journée d'action syndicale mondiale, le 10 décembre, pour réclamer la fin des exécutions extrajudiciaires et appuyer la demande des syndicats d'enquêter sur ces exécutions dans le cadre de l'Organe de surveillance régional du Conseil national tripartite pour la paix au travail.

Inde

Faits marquants:

- La CSI a coordonné une action mondiale visant à dénoncer les pratiques antisyndicales du gouvernement de Modi en organisant des actions devant les ambassades, ainsi qu'une campagne dans les médias sociaux (#ModiMustGo). Les organisations affiliées de la CSI ont partagé une plateforme syndicale unique pour faire campagne lors des élections nationales.
- Une clinique juridique s'est tenue en avril pour renforcer la proposition syndicale commune sur la réforme de la législation du travail.
- La CAN a examiné l'application de la convention n° 81 sur l'inspection du travail et a demandé au gouvernement d'accepter une mission de contacts directs pour rendre compte des progrès réalisés.

Difficultés à surmonter:

- Modi a été réélu en mai. La libéralisation, la privatisation et la réforme anti-travailleurs devraient se poursuivre.
- Exclusion des syndicats de la réforme de la législation du travail.
- Le gouvernement indien a jusqu'à présent refusé d'accepter les conclusions de la CAN sur la convention n° 81, ainsi que la venue d'une mission de contacts directs.
- Treize travailleurs ont été injustement condamnés à la prison à vie dans l'affaire Maruti Suzuki en 2017 et sont toujours en prison.

Actions à envisager:

- Faire pression sur le gouvernement pour qu'il accepte une mission de contacts directs.
- Soutenir les organisations affiliées pour qu'ils s'opposent à la réforme de la législation du travail.
- Aider les organisations affiliées à préparer une mission de contacts directs.

- Déposer une plainte auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT et des organes conventionnels des Nations Unies concernant l'affaire Maruti Suzuki et la réforme de la législation du travail.
- Soutenir le dépôt de plaintes auprès de l'instance nationale des droits de l'homme.
- Aider les organisations affiliées à travailler avec les partis politiques de l'opposition et les instances législatives des États pour mettre fin à la réforme épineuse de la législation du travail.

Hong Kong (Région administrative spéciale)

Faits marquants:

- Depuis le mois de juin, des millions de personnes se rassemblent pour protester contre le projet de loi sur l'extradition des fugitifs vers la Chine, un projet de loi qui menace les libertés fondamentales de la population originaire de Hong Kong et y vivant.
- Le mouvement, mené par des jeunes, est devenu la mobilisation la plus importante et la plus générale de l'histoire de Hong Kong - tous secteurs et toutes générations confondus - pour exiger une véritable application du principe *Un pays, deux systèmes* et du suffrage universel.
- Des gouvernements du monde entier, des chambres de commerce et des mouvements progressistes soutiennent les appels de la population de Hong Kong.

Difficultés à surmonter:

- Les libertés fondamentales sont menacées par un recours accru à la force policière, les poursuites judiciaires à motivation politique, une législation draconienne contre les dissidents, les manifestants, les citoyens du net et les journalistes.
- Violations flagrantes des traités internationaux sur le droit de réunion pacifique, la torture et l'utilisation des armes à feu par les forces de l'ordre.
- Le gouvernement, qui n'a pas été élu au suffrage universel, continuera d'ignorer les revendications de la population.
- Le système *Un pays, deux systèmes* est précaire et s'accompagne d'un contrôle renforcé de la part de la Chine.

Actions à envisager:

- Soutenir l'appel en faveur d'une enquête civile

indépendante sur les violations du droit de réunion pacifique lors des rassemblements qui ont lieu depuis juin et appuyer les revendications de la Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU).

- Une tournée de conférences de la HKCTU et de jeunes activistes en Europe, aux États-Unis et en Asie pour faire pression et accroître la solidarité.
- Surveiller les élections politiques de 2019 et 2020.
- Mettre en évidence le rôle de Hong Kong dans l'initiative Une ceinture et une route, et en tirer parti.

Iran

Faits marquants:

- Campagne de la *Sports and Rights Alliance* pour mettre fin à l'interdiction faite aux femmes d'assister aux matchs de football masculin.
- Action coordonnée pour protester contre l'emprisonnement de dirigeants syndicaux.
- Deux missions de l'OIT se sont rendues en Iran pour évaluer la situation et les conditions d'intervention.
- Présentation commune de la CSI et des FSI pour la

session de l'examen périodique universel à propos de l'Iran.

Difficultés à surmonter:

- Les violations des droits syndicaux se poursuivent, même pendant les missions de l'OIT dans le pays.
- Accès aux mouvements syndicaux dans le pays.
- L'interdiction pour les femmes d'assister aux matchs de football reste en vigueur.

Actions à envisager:

- Bloquer l'intervention de l'OIT sans garantie de fin aux violations constantes et d'engagement crédible à améliorer la législation et les politiques.
- Élaborer un plan d'action du Conseil des Global Unions en vue de la levée des sanctions dans le plein respect des droits des travailleurs et des autres droits humains.
- Demander la levée des sanctions afin d'accentuer plutôt la pression sur le bilan de l'Iran en matière de droits humains.
- Poursuivre la campagne visant à lever l'interdiction faite aux femmes d'assister aux matchs de football.



Les travailleurs du secteur de l'habillement au Bangladesh se mobilisent pour réclamer une augmentation salariale.
Photo: Mamunur Rashid/NurPhoto/AFP

Pays à risque – Afrique

Zimbabwe

Faits marquants:

- La CSI, la CSI-Afrique et le Conseil de coordination syndicale d'Afrique australe (SATUCC) ont coordonné une action de protestation et de solidarité internationale contre l'arrestation illégale de dirigeants du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU); cette action a permis la libération de Peter Mutasa et Japhet Moyo.
- En 2019, la CAN a demandé au gouvernement d'accepter une mission de contacts directs dans le pays pour évaluer la situation des droits des travailleurs.
- La CSI a coordonné un rapport pour l'OMC sur le Zimbabwe.
- Une mission de solidarité de la CSI-Afrique avec le ZCTU a été organisée.
- La CSI a déposé de nombreuses plaintes dans le cadre des procédures spéciales des Nations Unies.
- Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion pacifique et d'association, M. Clément Nyaletsossi Voule, a confirmé sa visite officielle au Zimbabwe en septembre 2019.

Difficultés à surmonter:

- Le procès de Peter Mutasa et Japhet Moyo, dirigeants du ZCTU, est en cours et les poursuites pénales pour activités syndicales légitimes restent d'actualité.
- Violence, enlèvements et actes de torture de membres de l'opposition politique.
- Processus de réconciliation et mise en place et fonctionnement efficace du Conseil national tripartite.

Actions à envisager:

- Continuer de soutenir le ZCTU dans la réforme de la législation du travail: harmoniser la loi sur la fonction publique avec la Constitution du Zimbabwe; intégrer les commentaires relatifs aux normes internationales du travail et des organes de supervision concernés.

- La Commission internationale de juristes et des associations de barreaux observent des procès afin de déterminer l'indépendance et la robustesse de la justice dans les affaires concernant les dirigeants syndicaux.
- Enjeu constitutionnel lié aux droits fondamentaux.
- Continuer de collaborer avec le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et d'association et faire pression pour la mise en œuvre des recommandations.
- Déposer une plainte auprès de la Commission africaine et faire pression pour une résolution sur le Zimbabwe.
- Faire pression pour que la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth en 2020 prévoie des conditions au retour dans le Commonwealth.
- Travailler avec le SATUCC pour que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) fasse pression sur le Zimbabwe.

République démocratique du Congo

Faits marquants:

- La CSI-Afrique a aidé des organisations affiliées à renforcer leurs capacités à établir des rapports pour l'OIT et a mené des actions de sensibilisation aux droits humains et syndicaux.

Difficultés à surmonter:

- Les violences postélectorales de 2018 continuent d'être néfastes à la liberté syndicale et à la négociation collective.
- Le gouvernement continue de peu s'intéresser au problème du travail des enfants dans le secteur minier et les multinationales, y compris les entreprises chinoises, qui opèrent en RDC continuent aussi de fermer les yeux.
- Importants arriérés de salaire qui peuvent aller jusqu'à 50 mois de salaire.

Actions à envisager:

- Aider les organisations affiliées à appliquer le code minier et à collaborer avec IndustriALL sur la diligence raisonnable dans le secteur minier.
- Soutenir les efforts d'organisation dans des entreprises chinoises du secteur minier.
- Soutenir les organisations affiliées dans leur campagne pour la ratification du protocole n° 29 de l'OIT.

Eswatini

Faits marquants:

- Réunion de la CSI-Afrique avec le roi Mswati III.

Difficultés à surmonter:

- La violence policière, le harcèlement et l'intimidation des manifestants et des dirigeants syndicaux restent courants.

Actions à envisager:

- Apporter la preuve de violations constantes des droits humains et syndicaux.
- Présentation d'un rapport de la CSI et du Groupe syndical du Commonwealth (CTUG) à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM) de 2020, Kigali (Rwanda) en juin 2020.
- Nouvelle demande de bénéficier de la loi des États-Unis sur le développement et les opportunités africaines (*African Growth Opportunity Act*, AGOA).
- Mission de suivi de la promesse du Roi d'améliorer le dialogue social et de résoudre des questions en suspens en matière de relations du travail.



Manifestations syndicales contre les bas salaires dispersées violemment par des policiers antiémeutes en Eswatini.
Photo: Gianluigi Guercia/AFP

Somalie

Faits marquants:

- Le Code du travail a été renégocié et une version finale du projet de Code du travail somalien a été définitivement approuvée par les partenaires tripartites le 20 février 2019, après 47 ans. C'est une étape importante pour instaurer le tripartisme et le dialogue social.
- Le 26 juin 2019, le projet de loi sur les fonctionnaires (loi n° 11), qui concerne les travailleurs du secteur public, a été présenté au Parlement.
- Pour la première fois dans l'histoire de la Somalie, le Comité consultatif tripartite national somalien (SNTCC) a été formé le 21 juillet 2019 et la Fédération des syndicats de Somalie (FESTU) y compte trois représentants. Le SNTCC s'occupera de toutes les questions relatives à l'emploi et aux relations de travail.

Difficultés à surmonter:

- Le Code du travail doit être adopté par le Sénat et la Chambre du Parlement.
- Il règne toujours un climat de menaces et d'intimidations à l'encontre des syndicalistes et des journalistes.
- Le projet de loi sur les fonctionnaires ne protège pas la liberté syndicale ni la négociation collective pour les travailleurs du secteur public.

Actions à envisager:

- Mobiliser les organisations affiliées pour faire pression sur les forces politiques du pays en vue d'une adoption rapide du Code du travail.
- Soutenir la FESTU pour contrer les campagnes politiques contre les syndicats.
- Dénoncer les abus et les violations des droits humains et au travail.

Pays à risque – Région arabe

Algérie

Faits marquants:

- Les grandes manifestations organisées dans toutes les villes du pays contre la candidature du Président Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat l'ont poussé à renoncer à se présenter et un nouveau gouvernement de transition a été mis en place.
- Le rapport de la mission de l'OIT contient des recommandations à l'intention du gouvernement pour qu'il accélère la demande d'enregistrement de la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA) et la réintégration des dirigeants syndicaux licenciés.

Difficultés à surmonter:

- Violence policière et répression des activités syndicales constantes.
- Enregistrement de la CGTA et non-respect des conclusions de la CAN et des recommandations du rapport de la mission de l'OIT.
- Le clonage par le gouvernement de syndicats indépendants.
- Le Code du travail est à l'état de projet depuis 2011 et n'a toujours pas été adopté.

Actions à envisager:

- Continuer d'appuyer la demande d'enregistrement de la CGATA, présenter des plaintes dans le cadre du mécanisme de contrôle de l'OIT et actualiser la plainte auprès du Comité de la liberté syndicale.
- Mission CSI-GUF en Algérie.
- Suivre la mise en œuvre des recommandations de la mission de 2019 de l'OIT.

Jordanie

Faits marquants:

- La CSI a coordonné une action de protestation contre les amendements très controversés de la législation du travail qui portent gravement atteinte

à la liberté syndicale et au droit d'organisation dans le pays.

- La CSI a ajouté la Jordanie à la plateforme de consultation en recrutement (*Migrant Recruitment Advisor*) et un nouveau comité syndical composé de travailleurs migrants a été créé en mars 2019.
- La CSI a analysé et critiqué les amendements et a fait part de ses conclusions au Parlement en exigeant leur retrait.

Difficultés à surmonter:

- Le Code du travail et la loi sur les syndicats portent fortement atteinte à la liberté syndicale et au pluralisme, et doivent être modifiés.
- Les syndicats indépendants continuent de se heurter à des obstacles pour l'enregistrement et l'organisation.
- L'accès des travailleurs migrants et des travailleurs domestiques migrants à la justice reste très limité.

Actions à envisager:

- Aider la Fédération jordanienne des syndicats indépendants (JFITU) à actualiser sa plainte devant le Comité de la liberté syndicale et soutenir ses efforts d'enregistrement.
- Aider les juristes syndicaux à déposer des plaintes pour les travailleurs migrants et les travailleurs domestiques migrants.
- Aider le Centre de ressources pour les migrants à traiter les cas des travailleurs migrants.

Palestine

Faits marquants:

- La secrétaire générale de la CSI a organisé une mission en Palestine et en Israël en juillet 2019 pour rencontrer des syndicats, des employeurs et des représentants du gouvernement afin d'examiner la situation des travailleurs palestiniens en Israël et dans les colonies israéliennes.
- La CSI a soutenu l'action de plaidoyer des ONG aux Nations Unies en faveur de la création d'un registre

de transparence pour les entreprises faisant des affaires dans les colonies israéliennes.

Difficultés à surmonter:

- Exploitation croissante des travailleurs palestiniens dans des colonies israéliennes et recours à des pourvoyeurs de main-d'œuvre.
- En mars 2019, la Haute Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a une fois de plus reporté la publication d'une base de données sur les entreprises opérant dans les colonies illégales en Cisjordanie occupée.
- Difficultés constantes pour appliquer la loi sur la sécurité sociale.
- Crise de financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Actions à envisager:

- Soutenir les efforts d'organisation de la Fédération générale des syndicats de Palestine (PGFTU) dans certains secteurs.
- Aider la PGFTU à prendre part à la réforme de la législation du travail en matière de sécurité sociale et aux modifications du Code du travail.
- Étudier la possibilité d'un audit des montants prélevés sur les salaires des travailleurs palestiniens par des employeurs israéliens.
- Demander un financement adéquat de l'UNRWA.
- Campagne pour le droit au travail des réfugiés palestiniens.
- Appel à la mise en œuvre de la résolution des Nations Unies et à la publication des 206 entreprises qui font des affaires dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est.



Rassemblement de journalistes et d'avocats en Algérie pour réclamer la libération du journaliste emprisonné Adlène Mellah, durant sa troisième semaine de grève de la faim. Photo: Billal Bensalem/NurPhoto/AFP

Pays à risque – Amériques

Colombie

Faits marquants:

- La CSI a soutenu le Forum international sur la paix et les droits des travailleurs qui s'est tenu à Bogotá le 8 mai et à l'issue duquel des syndicats colombiens et internationaux ont renouvelé leur engagement à s'unir pour défendre la démocratie en Colombie.
- Le 13 juin, lors de la CIT à Genève, la CSI a organisé une manifestation parallèle sur les dangers pour la paix en Colombie, en coordination avec des organisations affiliées colombiennes; elle a été l'occasion de redéfinir une stratégie commune du mouvement syndical international de solidarité avec les travailleurs colombiens.

Difficultés à surmonter:

- En 2018 et 2019, il y a eu une augmentation significative du nombre de meurtres de défenseurs des droits de l'homme et de dirigeants syndicaux; les violations des droits des travailleurs sont également en hausse.
- Le gouvernement d'extrême droite a pris des mesures pour saper l'accord de paix, la dissolution de l'accord est ainsi devenue un risque réel.

Actions à envisager:

- Continuer de condamner l'assassinat de dirigeants sociaux en Colombie, poussant le gouvernement à poursuivre le processus de paix.
- Sensibiliser les responsables politiques et les décideurs de l'OCDE et de l'OIT à l'augmentation des atteintes aux droits en Colombie et à l'affaiblissement du processus de paix dont le gouvernement actuel se rend actuellement coupable, en présentant le rapport Risques pour la paix.
- Inviter le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et d'association à effectuer une mission dans le pays pour discuter avec des dirigeants syndicaux et des défenseurs des droits humains.

Brésil

Faits marquants:

- La CAN a examiné le cas du Brésil pour la deuxième année consécutive. En 2019, l'inscription du Brésil sur la liste restreinte de la CAN a permis aux syndicats brésiliens de relancer les discussions sur la réforme de la législation du travail en mettant l'accent sur les nécessaires consultations avec les syndicats.
- La révélation de discussions entre le juge et le procureur à l'origine de l'emprisonnement de Lula a mis au jour une collaboration interdite et fait naître des doutes sur les preuves présentées. Le scandale a augmenté les chances de libération de Lula.

Difficultés à surmonter:

- Le gouvernement corrompu et violent de Bolsonaro s'oppose à toute remise en cause de son pouvoir impitoyable, en particulier de la part de mouvements sociaux, tels que les syndicats.
- L'association non officielle entre le gouvernement, l'armée, le pouvoir judiciaire et les grands médias pour maintenir Lula en prison est encore forte.

Actions à envisager:

- Soutien aux syndicats brésiliens en soulignant les violations des droits syndicaux au niveau international (par exemple à l'OIT, à l'OCDE, au parlement européen, auprès du G20/L20).
- Poursuivre la campagne pour obtenir la libération de Lula, y compris la campagne de financement participatif pour soutenir la défense juridique de Lula.

Argentine

Faits marquants:

- La CSI a coordonné une action mondiale en septembre et octobre pour dénoncer Macri qui ne respecte pas ses promesses électorales en matière de droits au travail en organisant des journées d'action mondiale (#MacriMustGo et #FueraMacri).

Difficultés à surmonter:

- Les progrès dépendront du résultat des élections; si Macri est réélu, les syndicats s'attendent à de nouvelles attaques contre les droits des travailleurs.

Actions à envisager:

- Continuer de soutenir les syndicats argentins qui s'opposent aux politiques régressives en matière de travail du gouvernement actuel.

Guatemala

Faits marquants:

- Consolidation du Comité tripartite du travail et de la liberté syndicale.
- Unité d'action entre toutes les organisations syndicales (fédérations sectorielles et centrales nationales).

Difficultés à surmonter:

- Le changement de gouvernement en septembre implique un autre changement de cabinet et suscite des incertitudes quant au respect des engagements en matière de travail.
- Graves manquements dans la mise en œuvre de la feuille de route: mesures visant à lutter contre la violence à l'encontre des syndicalistes, réforme de la législation du travail pour se conformer à la convention n° 87, non-application des décisions de justice.

Actions à envisager:

- Le gouvernement devra faire rapport chaque année au Conseil d'administration de l'OIT sur la mise en œuvre de la feuille de route (tous les mois de novembre à partir de cette année), ce qui donnera au Groupe des travailleurs l'occasion de discuter à nouveau des manquements du gouvernement.
- Réunion au Guatemala avec la CSA pour coordonner les actions au Guatemala avec les FSI régionales.

Honduras

Faits marquants:

- En 2018, la CAN a demandé au gouvernement d'accepter une mission de contacts directs dans le pays pour évaluer la situation des droits des travailleurs. En 2019, le Honduras figurait à nouveau sur la liste restreinte de la CAN pour la convention n° 87.
- Signature d'un accord tripartite sur un plan d'action et un mécanisme de traitement des plaintes à la suite d'une mission de l'OIT en mai 2019.
- Les importantes manifestations hebdomadaires organisées par des syndicats de l'éducation ont contribué à consolider un front commun contre le gouvernement.

Difficultés à surmonter:

- L'effondrement des institutions démocratiques au Honduras est presque total, la structure même de l'État devenant un simple appareil au service des intérêts des entreprises, des élites corrompues et du crime organisé.

Actions à envisager:

- Continuer de soutenir la CUT Honduras grâce aux mécanismes de l'OIT (suivi des recommandations de la mission de contacts directs, plaintes devant le Comité de la liberté syndicale et présentation de rapports à d'autres organes de contrôle).
- Continuer d'utiliser le mécanisme de réponse rapide de la CSI en cas de violation.

Paraguay

Faits marquants:

- Création du premier syndicat dans le Chaco organisant principalement des travailleurs autochtones.
- En mars, réunion avec le soutien de la FES, avec l'OIT, la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale, la CSI, la CSA, la CUT-A et des travailleurs autochtones.

Difficultés à surmonter:

- Le gouvernement ne s'est toujours pas engagé à répondre aux besoins les plus fondamentaux des travailleurs du Chaco.
- Absence d'administration du travail, y compris d'inspection du travail dans la région.
- Informalité dans l'agriculture.

Actions à envisager:

- Continuer de soutenir l'organisation des travailleurs autochtones par la CUT-A.
- Poursuivre la collaboration avec la SFI et la Banque mondiale pour veiller au respect des normes sociales et du travail dans le cadre du prêt accordé à la société transnationale de viande bovine Minerva au Paraguay.
- Réunion nationale en novembre 2019 pour soutenir les syndicats du Chaco sur la stratégie d'organisation.



Manifestations de femmes au Brésil contre le candidat d'extrême droite Jair Bolosaro, qui a finalement remporté l'élection.
Photo: Cris Faga/NurPhoto/AFP

Annexe I - Mécanisme de réaction rapide de la CSI

En cas d'arrestation de syndicalistes ou d'autres violations graves, la CSI a établi un mécanisme de réaction rapide pouvant comprendre les actions suivantes:

Actions immédiates	Exemple
Lettre de protestation de la CSI adressée au gouvernement et/ou à l'entreprise responsable. Lettre de protestation et réponse du gouvernement/entreprise publiées sur le site web de la CSI.	Lettre de la CSI au président Ashraf Ghani sur la saisie de tous les biens du National Union of Afghanistan Workers and Employees (NUAWE). Dole, Costa Rica – dirigeant syndical victime de harcèlement.
2. Déclaration en ligne sur le site web de la CSI.	Les droits des travailleurs pris dans les feux croisés à Mindanao, Philippines.
3. Dénonciation des violations sur les comptes de la CSI sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, LinkedIn, Instagram). Publication de photos des organisations affiliées sur Flickr (avec leur autorisation).	Assassinat du dirigeant syndical turc Abdullah Karacan.
À court terme	
4. Présentation des violations aux mécanismes de contrôle de l'OIT et de l'ONU.	Grève des pilotes d'Avianca en Colombie.
5. Demande d'intervention du directeur général du BIT.	Grève des chauffeurs de bus au Paraguay.
6. Demande d'intervention du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme par l'intermédiaire du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et d'association.	Emprisonnement de dirigeants du ZCTU au Zimbabwe.
À court terme	
7. Appel sur les réseaux des DHS à des actions de protestation devant l'entreprise/ambassade et/ou lettres de solidarité, appels téléphoniques, courriels, actions sur les réseaux sociaux. Publication des appels sur la page des DHS sur le site web de la CSI, ainsi que des lettres d'appel.	Libération de Han Sang-gyun en Corée.
8. Appel lancé aux organisations fraternelles et solidaires pour qu'elles interviennent auprès des ambassades et des réseaux locaux dans leur pays en établissant un lien avec le travail du Réseau syndical de coopération au développement.	Nouveau en 2019.
9. Campagne numérique de la CSI sur les réseaux sociaux, moyennant des pétitions, des cartes postales en ligne ciblant l'entreprise/gouvernement.	Envoyez une carte postale à Lula.
À moyen terme	
10. Soutien financier solidaire en cas de perte de revenus ou de versement de cautions, et/ou appel de fonds.	Demandes au Fonds de solidarité.

À moyen terme	
11. Contact avec certains journalistes pour leur demander d'écrire sur le cas/violation et l'impact sur les travailleurs, leur famille et leur communauté.	Turquie – grève et arrestations de travailleurs/euses dans la construction de l'aéroport.
12. Article de fond sur <i>Equal Times</i> .	www.equaltimes.org <u>L'arrestation des dirigeants du ZCTU illustre la répression continue dont sont victimes les syndicats au Zimbabwe.</u>
13. Blog par les dirigeants syndicaux touchés/membres de leur famille/collègues sur <i>Equal Times</i> .	Nouveau en 2019. <u>Quelles pistes pour faire sortir le Zimbabwe de la situation actuelle?</u>
14. Message vidéo de la secrétaire générale de la CSI, ou d'un(e) dirigeant(e) syndical(e) national(e), d'un(e) travailleur/euse, de la famille/d'un(e) collègue des personnes affectées par les violations, publié sur les réseaux sociaux et le site web de la CSI.	Nouveau en 2019.
À long terme	
15. Mission de haut niveau menée dans un pays conjointement avec les FSI, les organisations régionales, les organisations affiliées.	Visites rendues à Han Sang-gyun en Corée du Sud et à Lula au Brésil en prison.
16. Appui du réseau juridique aux actions judiciaires.	Nouveau en 2019.
17. Observateurs dans les affaires judiciaires, demandes d'appui en termes d'observation aux ambassades, à l'OIT et à la Commission internationale de juristes (CIJ).	Procès contre la KESK, Turquie.
À long terme	
18. Journées d'action mondiale coordonnées et stratégies correspondantes en termes de médias et de communication. Campagne « Nouveaux fronts »/page d'action sur le site web de la CSI (Démocraties pour les citoyens/un nouveau contrat social).	<i>Modi Must Go</i> (Le gouvernement Modi doit partir).
19. Établissement d'une coalition internationale et sensibilisation moyennant des campagnes d'action/appels à l'action urgente d'organisations de la société civile et d'ONG, de Human Rights Watch, d'Amnesty International, etc., des actions de plaidoyer coordonnées dans les médias avec des objectifs clefs aux échelons national, régional et international.	#SaveHakeem
20. Recensement multimédia des violations, entretiens et études de cas des travailleurs/euses concernés. Préparation d'une étude de cas pour l' <i>Indice des droits dans le monde</i> .	<i>Indice des droits dans le monde</i> les dix pires pays au monde pour les travailleuses et les travailleurs.

Pour plus d'informations: tur@ituc-csi.org

Annexe II - Aperçu des appels lancés par la CSI

Appels concernant les droits humains et syndicaux – janvier-août 2019					
Appels	CSI-AR	Afrique	Asie/ Pacifique	Amériques	CRPE
Zimbabwe: Arrestation de Japhet Moyo et de Peter Mutasa, ZCTU	0	7	1	0	12
Inde: Campagne contre Modi 1+2	0	0	2	2	8
Zimbabwe: Arrestation de Kwasi Adu-Amankwah, CSI-Afrique	0	15	0	0	1
Colombie: Plan national de développement menaçant les promesses en matière de travail	0	0	0	0	1
Fidji: Arrestation de Felix Anthony, FTUC	1	2	15	4	21
Kazakhstan: Procès d'Erlan Baltabay, CITUK	0	1	1	0	8
Turquie: Ingérence du gouvernement dans les affaires internes de la KESK	0	1	2	2	6
Hong Kong: Mouvements de protestation (toujours en cours)	0	0	2	0	7

Annexe III: Conclusions de la CAN de la Conférence internationale du travail de 2019

Algérie (ratification: 1962)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des déclarations verbales du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté positivement que le gouvernement a accepté une mission de haut niveau en mai 2019. La commission a exprimé sa préoccupation devant la persistance des restrictions au droit des travailleurs de constituer des organisations, fédérations et confédérations syndicales de leur choix et de s'y affilier et a noté avec préoccupation l'absence continue de progrès tangibles dans la mise en conformité de la législation avec la convention.

Prenant en compte les éléments fournis par le gouvernement et la discussion qui a suivi, la commission prie instamment le gouvernement:

- s'assurer que l'enregistrement des syndicats est, en droit comme dans la pratique, conforme à la convention n° 87;
- traiter les demandes en suspens d'enregistrement de syndicats libres et indépendants qui répondent aux conditions énoncées dans la loi et permettre aux syndicats de se constituer et fonctionner librement;
- revoir la décision de dissoudre le syndicat SNATEGS;
- fournir systématiquement et promptement aux organisations syndicales toutes les informations détaillées et nécessaires pour leur permettre de prendre des mesures correctives ou de remplir des formalités supplémentaires en vue de leur enregistrement;
- modifier l'article 4 de la loi n° 90-14 afin d'éliminer les obstacles à la constitution par des travailleurs d'organisations, de fédérations et de confédérations de leur choix, indépendamment du secteur auquel elles appartiennent;
- modifier l'article 6 de la loi n° 90-14 afin de reconnaître le droit de tous les travailleurs, sans distinction d'aucune sorte, de constituer des organisations syndicales;
- de prendre toutes les mesures appropriées afin de garantir que, quelle que soit l'affiliation syndicale, le droit à la liberté syndicale peut s'exercer dans des conditions normales, dans le respect des libertés civiles et dans un climat exempt de violence, de pressions et de menaces;

- s'assurer des droits à l'impartialité de l'enquête et à la régularité de la procédure afin de garantir la primauté du droit;
- réintégrer les agents de l'administration destitués sur la base d'une discrimination antisyndicale, lorsque cela se justifie;
- s'assurer que le nouveau projet de Code du travail est adopté sans autre délai et est conforme au texte de la convention n° 87.

Prenant note de la récente mission de haut niveau du BIT qui s'est rendue dans le pays, la commission prie instamment le gouvernement de mettre en œuvre intégralement les recommandations formulées et de rendre compte des progrès accomplis à la commission d'experts avant sa prochaine session de novembre 2019.

Bélarus (ratification: 1956)

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

La commission a pris note des informations fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note de la modification, en 2018, du décret n° 3 par le gouvernement, de la suppression des articles concernant les sanctions administratives, les taxes ou le travail obligatoire, et du fait que ce décret met désormais l'accent sur la promotion de l'emploi. La commission a cependant noté avec préoccupation que du travail forcé peut être imposé au motif de l'exécution d'autres décrets présidentiels, qui n'ont pas été modifiés.

La commission a rappelé que le gouvernement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer l'imposition de travail forcé.

La commission a relevé que la loi de 2010 autorise les tribunaux à obliger un citoyen à suivre un programme de réadaptation dans un centre médical. Les citoyens peuvent être obligés de suivre une formation professionnelle ou d'effectuer un travail obligatoire.

En ce qui concerne l'application de la loi de 2010, la commission demande au gouvernement de veiller à ce que des sanctions excessives ne soient pas imposées aux citoyens en vue de les obliger à exécuter un travail. La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur la mise en œuvre de la loi de 2010 en ce qui concerne les circonstances dans lesquelles un travail obligatoire peut être imposé aux citoyens.

La commission demande au gouvernement de continuer à accepter une assistance technique afin de garantir que la législation et la pratique nationales sont pleinement conformes à la convention.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le cadre législatif à la commission d'experts, dans le cadre du cycle régulier de soumission des rapports.

État plurinational de Bolivie (ratification: 1977)

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a rappelé l'importance de la pleine consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, ainsi que les éléments à prendre en considération pour déterminer le niveau des salaires minima, comme le prévoit l'article 3 de la convention.

La commission a regretté que le gouvernement n'ait pas donné suite à toutes les conclusions de 2018 de la commission, en particulier le fait qu'il n'a pas accepté une mission de contacts directs.

La commission, une fois de plus, prie donc instamment le gouvernement de:

- représentatives au sujet de la fixation des salaires minima;
- prendre en considération, pour déterminer le niveau des salaires minima, les besoins des travailleurs et de leurs familles et les facteurs d'ordre économique, conformément à l'article 3 de la convention;
- se prévaloir sans tarder de l'assistance technique du BIT pour assurer le respect de la convention, en droit et dans la pratique.

La commission demande au gouvernement d'élaborer, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, puis de soumettre à la commission d'experts un rapport détaillé d'ici au 1er septembre 2019 sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces recommandations.

La commission, une fois de plus, prie instamment le gouvernement d'accepter une mission de contacts directs de l'OIT avant la 109^e session de la Conférence internationale du Travail.

Brésil (ratification: 1952)

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

En tenant compte de la discussion qui a suivi, la commission demande au gouvernement de:

- continuer d'examiner, en coopération et consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, l'impact des réformes et de déterminer si des ajustements appropriés sont nécessaires;
- élaborer, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, un rapport qui sera présenté à la commission d'experts, conformément au cycle régulier de présentation des rapports.

Cap-Vert (ratification: 2001)

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

La commission a pris note des déclarations orales de la représentante gouvernementale et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note avec satisfaction de l'évolution du cadre législatif en ce qui concerne la modification du Code pénal par le décret législatif n° 4/2015 du 11 novembre 2015, qui incrimine l'utilisation de mineurs de moins de 18 ans à des fins de prostitution et d'exploitation sexuelle.

Prenant en compte l'importance de l'application effective de la législation dans la pratique, la commission demande au gouvernement de fournir des informations sur les points suivants:

- l'application des articles 145A, 148, 149 et 150 du Code pénal dans la pratique, y compris le nombre d'enquêtes, de poursuites et de condamnations;
- les sanctions imposées au motif de l'utilisation, du recrutement ou de l'offre d'un enfant de moins de 18 ans à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques.

La commission invite le gouvernement à continuer de rendre compte, dans le cadre du cycle régulier de présentation des rapports, des progrès accomplis dans l'application de la convention en droit et dans la pratique, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives.

Égypte (ratification: 1957)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des déclarations orales de la représentante gouvernementale et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté que, en dépit de l'adoption de la loi sur les syndicats et du décret ministériel n° 35, plusieurs divergences de longue date entre la législation nationale et les dispositions de la convention subsistent.

La commission a exprimé sa préoccupation par la persistance de restrictions imposées au droit des travailleurs de s'affilier à des organisations, fédérations et confédérations syndicales de leur choix et d'en constituer, et par l'ingérence continue du gouvernement dans les élections et les activités syndicales.

Prenant en compte la discussion, la commission demande au gouvernement de:

- s'assurer qu'aucun obstacle n'existe, en droit ou dans la pratique, à l'enregistrement des syndicats, conformément à la convention;
- agir avec célérité afin de traiter les demandes d'enregistrement de syndicats en suspens;
- s'assurer que tous les syndicats peuvent exercer leurs activités et élire leurs dirigeants en toute liberté, en droit et dans la pratique, conformément à la convention;
- modifier la loi sur les syndicats pour s'assurer que:
 - le seuil minimum d'adhérents exigé au niveau de l'entreprise, de même que celui exigé pour la constitution de syndicats généraux et de confédérations syndicales, ne représente pas un obstacle au droit des travailleurs de constituer des organisations syndicales libres et indépendantes de leur choix et de s'y affilier;
 - les travailleurs ne sont pas emprisonnés pour avoir exercé leurs droits prévus dans la convention;
- transmettre des copies du projet de Code du travail à la commission d'experts avant sa prochaine session de novembre 2019.

La commission invite le gouvernement à accepter l'assistance technique du BIT pour l'aider à mettre en œuvre ces recommandations. La commission prie instamment le gouvernement de rendre compte de ses progrès à la commission d'experts avant sa session de novembre 2019.

El Salvador (ratification: 1995)

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

La commission a pris note des déclarations orales de la représentante gouvernementale et de la discussion qui a suivi.

Prenant en compte les exposés du gouvernement et la discussion qui a eu lieu, la commission demande au gouvernement de:

- s'abstenir de s'ingérer dans la constitution des organisations de travailleurs et d'employeurs et permettre, conformément à la loi, la représentation adéquate des organisations légitimes d'employeurs en délivrant des pouvoirs en bonne et due forme;
- élaborer, en concertation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, des règles légalement contraignantes, claires, objectives et prévisibles pour une réactivation et un fonctionnement à part entière du Conseil supérieur du travail (CST);
- réactiver sans délai le CST et d'autres entités tripartites, en respectant l'autonomie des organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, et au moyen du dialogue social, afin d'assurer leur fonctionnement à part entière sans ingérence;
- continuer à se prévaloir sans délai de l'assistance technique du BIT.

La commission prie le gouvernement d'élaborer, en concertation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, un rapport détaillé sur l'application de la convention en droit et dans la pratique et de soumettre celui-ci à la commission d'experts avant sa prochaine session en novembre 2019.

La commission prie instamment le gouvernement d'accepter une mission de contacts directs de l'OIT avant la 109^e session de la Conférence internationale du Travail.

Ethiopie (ratification: 2002)

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

La commission a pris note des informations complètes fournies par la représentante gouvernementale sur les progrès réalisés jusqu'ici et les difficultés encore à surmonter, ainsi que de la discussion qui a suivi.

Prenant en compte les éléments fournis par le gouvernement et la discussion qui a suivi, la commission prie instamment le gouvernement:

- de remédier aux lacunes de la législation du travail et adapter le cadre juridique, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, pour s'assurer que la protection prévue par la convention couvre tous les enfants de moins de 14 ans engagés dans l'emploi ou le travail;
- de renforcer les capacités de l'inspection du travail et des services compétents, y compris en ce qui concerne les ressources humaines, matérielles et techniques et la formation, en particulier dans le secteur informel afin d'assurer une protection et une application efficaces de la législation;
- d'adopter sans délai des mesures législatives pour fournir une éducation gratuite, publique et obligatoire jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi, fixé à 14 ans, et s'assurer de leur application effective dans la pratique;
- d'améliorer le fonctionnement du système éducatif par des mesures destinées à améliorer les taux de scolarisation et à faire reculer les taux d'abandon scolaire;
- de s'assurer de la révision dans les meilleurs délais du décret du 2 septembre 1997 du ministre du Travail et des Affaires sociales pour en étendre l'application aux enfants suivant une formation professionnelle dans des établissements professionnels. Le gouvernement est invité à se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour concevoir un plan visant à promouvoir une formation professionnelle continue, des apprentissages de qualité et une transition harmonieuse de l'école à la vie active pour ses jeunes;
- de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que, dans la pratique, les enfants de moins de 18 ans ne sont pas engagés dans des travaux dangereux, dans des zones urbaines ou rurales, notamment la mise à jour et la révision régulières de la liste nationale des travaux dangereux interdits à tous les enfants;
- de promouvoir des partenariats avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, et d'autres acteurs concernés pour éliminer et interdire le travail des enfants grâce au dialogue social et à une étroite coopération; et
- d'élaborer, en consultation avec les partenaires sociaux, un plan d'action assorti de délais pour porter progressivement l'âge d'admission à l'emploi et de fin de la scolarité obligatoire à 16 ans.

La commission encourage le gouvernement à recourir à l'assistance technique du BIT pour garantir l'application pleine et effective de cette convention fondamentale, et à faire rapport sur les mesures prises à la commission d'experts en vue de leur examen à sa prochaine session de 2019.

Fidji (ratification: 2002)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a constaté de graves allégations concernant la violation de libertés publiques fondamentales, dont des arrestations, des détentions et des agressions, ainsi que des restrictions à la liberté syndicale. La commission a noté avec regret que le gouvernement n'a pas mené à bien le processus prévu dans le rapport conjoint sur la mise en œuvre (JIR).

Prenant en compte la discussion, la commission demande au gouvernement de:

- s'abstenir de toute ingérence dans la désignation des représentants des partenaires sociaux au sein des organes tripartites;
- réunir à nouveau et sans délai le Conseil consultatif des relations d'emploi (ERAB) pour entamer un processus de réforme législative;
- achever sans plus attendre le processus complet de réforme législative convenu dans le JIR;
- éviter les pratiques antisyndicales, dont des arrestations, détentions, violences, intimidations, du harcèlement et de l'ingérence;
- s'assurer que les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent exercer leurs droits à la liberté syndicale, la liberté de réunion et la liberté d'expression sans ingérence indue des autorités publiques;
- s'assurer que sont garanties des procédures judiciaires régulières et équitables aux organisations d'employeurs et de travailleurs et à leurs membres.

La commission prie le gouvernement de faire rapport sur les progrès accomplis en vue de l'application du rapport conjoint sur la mise en œuvre, en consultation avec les partenaires sociaux, d'ici novembre 2019.

La commission demande au gouvernement d'accepter une mission de contacts directs pour évaluer les progrès accomplis avant la 109e session de la Conférence internationale du Travail.

Honduras (ratification: 1956)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des déclarations verbales du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note avec une grave préoccupation des allégations d'actes de violence antisyndicale, notamment d'agressions physiques et d'assassinats, et de l'existence d'un climat d'impunité.

En outre, la commission a pris note de la mission de contacts directs de l'OIT qui a eu lieu en mai 2019 et de l'Accord tripartite qui en a résulté.

La commission demande au gouvernement d'appliquer l'Accord tripartite, notamment en ce qui concerne les points suivants:

- création d'une commission nationale, en juin 2019, chargée de la lutte contre la violence antisyndicale;
- établissement d'une ligne de communication directe entre les syndicats et les autorités publiques compétentes;
- fourniture sans délai d'une protection effective aux dirigeants syndicaux et aux syndicalistes en danger;
- enquête sans délai sur les actes de violence antisyndicale en vue d'arrêter et d'inculper les auteurs ainsi que les instigateurs;
- transparence autour des plaintes reçues au moyen de rapports semestriels;
- nécessité de faire connaître les mesures de protection dont les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'homme peuvent bénéficier;
- réforme du cadre législatif, en particulier du Code du travail et du Code pénal, en vue de garantir le respect de la convention; et
- adoption du règlement de fonctionnement du Comité sectoriel chargé du traitement des différends soumis à l'OIT (MEPCOIT) sans préjudice du droit des plaignants de porter plainte auprès des organes de contrôle de l'OIT.

Prenant note des engagements pris dans le cadre de l'Accord tripartite, la commission demande au gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT en vue de mettre en œuvre cet accord avec le BIT, et d'élaborer un rapport, en concertation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la convention n° 87, en droit et dans la pratique, pour soumission à la commission d'experts, avant sa prochaine session de novembre 2019.

Inde (ratification: 1949)

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu sur ce cas, la commission demande au gouvernement de:

- s'assurer que le projet de législation, en particulier le Code sur les salaires et la loi sur la SST et les conditions de travail, soit conforme à la convention n° 81;
- s'assurer que des inspections du travail efficaces soient effectuées dans tous les lieux de travail, y compris dans l'économie informelle et dans toutes les ZES;
- promouvoir la collaboration entre les agents de l'inspection du travail et les employeurs et les travailleurs ou leurs organisations, en particulier lorsqu'il s'agit de donner suite aux rapports d'inspection;
- accroître les ressources à la disposition des services d'inspection du gouvernement central et des gouvernements des États;
- s'assurer que les inspecteurs du travail aient tous pouvoirs pour entreprendre des visites de routine et des visites inopinées et pour engager des procédures judiciaires;
- poursuivre ses efforts en vue de la constitution de registres des lieux de travail à l'échelon central et à celui des États;
- fournir des informations détaillées sur les progrès accomplis s'agissant des mesures prises pour améliorer le système de collecte des données en permettant l'enregistrement de données dans tous les secteurs;
- s'assurer que le fonctionnement du programme d'autocertification n'entrave pas et n'interfère en aucune manière avec les prérogatives et les fonctions par lesquelles les inspecteurs du travail effectuent des visites régulières et inopinées, dans la mesure où il s'agit seulement d'un outil complémentaire; et
- soumettre son rapport annuel sur l'inspection du travail au BIT.

Compte tenu de l'importance qu'il y a à appliquer la législation de manière efficace en pratique, la commission prie le gouvernement de fournir des informations sur le nombre des visites de routine et inopinées, ainsi que sur les sanctions dissuasives infligées en cas d'infraction afin de garantir la mise en œuvre des protections du travail dans la pratique.

La commission invite le gouvernement à accepter une mission de contacts directs avant la prochaine Conférence internationale du Travail et à rédiger, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, un rapport sur les progrès accomplis dans la mise en application de la convention, en droit comme dans la pratique, pour soumission à la commission d'experts avant le 1er septembre 2019.

Iraq (ratification: 2001)

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a déploré l'absence d'informations fournies par le gouvernement et le manque de progrès dans le pays.

Tout en reconnaissant la complexité de la situation et la présence de groupes armés et d'un conflit armé dans le pays, la commission a déploré la situation actuelle dans laquelle des enfants sont recrutés et utilisés par des groupes armés en tant que combattants, ainsi que dans des rôles d'appui, y compris en tant qu'esclaves sexuels.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu sur ce cas, la commission prie instamment le gouvernement d'agir immédiatement et efficacement pour éliminer les pires formes de travail des enfants, notamment:

- de prendre d'urgence des mesures garantissant la démobilisation entière et immédiate de tous les enfants et de mettre un terme, dans la pratique, au recrutement forcé d'enfants dans les forces armées et les groupes armés;
- d'adopter des mesures législatives interdisant le recrutement d'enfants de moins de 18 ans en vue de leur utilisation dans un conflit armé;
- de prendre des mesures immédiates et effectives garantissant que des enquêtes approfondies sont menées et des poursuites engagées à l'égard de toutes les personnes qui recrutent de force des enfants en vue de leur utilisation dans un conflit armé, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives sont imposées dans la pratique;
- de recueillir et de transmettre sans délai des informations et des statistiques sur les enquêtes menées, les poursuites engagées et les sanctions imposées en lien avec les pires formes de travail des enfants, d'après les mécanismes nationaux de contrôle;
- d'élaborer des politiques et des programmes visant à garantir l'égalité d'accès à une éducation gratuite, publique et obligatoire à tous les enfants, en prenant des mesures pour donner immédiatement effet à l'engagement qu'il avait pris d'instaurer des lois interdisant le recrutement d'enfants dans les conflits armés et imposant des sanctions dissuasives aux contrevenants;
- de compléter sans délai le projet de l'UNESCO «Eduquer un enfant» et d'autres projets par toute autre mesure nécessaire pour garantir l'accès de tous les enfants en âge d'aller à l'école à l'éducation de base, en particulier dans les zones rurales et dans les zones touchées par la guerre;

- de prendre sans délai des mesures efficaces pour garantir que les enfants qui ont été associés à des groupes armés, souvent contre leur gré, ne sont pas injustement traités, simplement au motif de leur association à ces groupes, et que tous bénéficient de moyens adéquats pour se réinsérer dans une société civile stable;
- de prendre des mesures efficaces pour identifier et aider sans délai les enfants victimes d'exploitation et de violences sexuelles, notamment d'esclavage sexuel.

La commission encourage le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour avancer sur la voie de l'éradication totale des pires formes de travail des enfants, conformément à la convention n° 182.

La commission demande au gouvernement de faire rapport de manière détaillée sur les mesures prises pour mettre en œuvre ces recommandations à la prochaine réunion de la commission d'experts, en novembre 2019.

Kazakhstan (ratification: 2000)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations écrites et des déclarations orales faites par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a regretté l'absence persistante de progrès depuis le dernier examen du cas, en particulier en ce qui concerne les graves obstacles à la création de syndicats sans autorisation préalable en droit et en pratique, et l'ingérence constante dans la liberté d'association des organisations d'employeurs.

La commission a pris note de la mission tripartite de haut niveau de l'OIT qui a eu lieu en mai 2018 et de la feuille de route qui en a résulté.

Prenant en compte la discussion, la commission demande au gouvernement de:

- modifier les dispositions de la loi sur les syndicats conformément à la convention, en ce qui concerne les questions relatives aux restrictions excessives appliquées à la structure des syndicats qui limitent le droit des travailleurs de constituer des syndicats de leur choix et de s'y affilier;
- ne pas imposer de restrictions au droit d'occuper des postes électifs dans les syndicats et à la liberté de mouvement pour exercer des activités syndicales légitimes;

- de s'assurer que des enquêtes sont diligentées sur les allégations de violences contre des membres de syndicats et, le cas échéant, que des sanctions dissuasives sont imposées;
- revoir, en consultation avec les partenaires sociaux, la législation et la pratique existantes en matière de réenregistrement des syndicats afin de surmonter les obstacles existants;
- modifier, en consultation avec les organisations d'employeurs les plus représentatives, libres et indépendantes, les dispositions de la loi sur la Chambre nationale des entrepreneurs et les règlements y afférents, de manière à garantir sans plus attendre la pleine autonomie et la pleine indépendance d'organisations d'employeurs libres et indépendantes. En particulier, supprimer les dispositions sur le mandat général de la NCE, qui consiste à représenter les employeurs et à accréditer les organisations d'employeurs;
- s'assurer que la KNPRK et les organisations qui y sont affiliées jouissent sans plus tarder de la pleine autonomie et de la pleine indépendance d'une organisation de travailleurs libre et indépendante, et jouissent de l'autonomie et de l'indépendance nécessaires pour remplir leur mandat et représenter leurs mandants;
- confirmer la modification de la législation pour permettre aux juges, aux pompiers et au personnel pénitentiaire, qui n'ont pas un grade militaire, de constituer une organisation de travailleurs et de s'y affilier;
- adopter une législation garantissant que les organisations nationales de travailleurs et d'employeurs ne sont pas empêchées de recevoir une aide financière ou autre de la part d'organisations internationales. À cet égard, fournir des informations sur le statut juridique et le contenu de sa recommandation visant à autoriser les organisations de travailleurs et d'employeurs à recevoir une assistance financière d'organisations internationales; et
- mettre en œuvre d'urgence la feuille de route de 2018, en consultation avec les partenaires sociaux.

La commission invite le gouvernement à recourir à l'assistance technique du BIT pour traiter ces questions, et à faire rapport sur les progrès accomplis à la commission d'experts d'ici au 1er septembre 2019.

La commission décide d'inclure ses conclusions dans un paragraphe spécial du rapport.

République démocratique populaire lao (ratification: 1956)

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

Le comité a déploré la situation actuelle tout en reconnaissant la complexité du contexte général.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu sur ce cas, la commission prie instamment le gouvernement d'apporter une réponse immédiate et efficace en vue de l'élimination des pires formes de travail des enfants, y compris:

- continuer de concevoir et ensuite de mettre en œuvre, en consultation avec les partenaires sociaux, des mesures spécifiques destinées à éliminer les pires formes de travail des enfants, dont la traite et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales;
- prendre de toute urgence des mesures pour renforcer les capacités des autorités chargées de l'application des lois, dont le système judiciaire;
- établir un mécanisme de contrôle, prévoyant la participation des partenaires sociaux, pour suivre les plaintes déposées et les enquêtes menées et pour assurer une procédure de poursuite impartiale tenant compte des besoins particuliers des enfants victimes, comme la protection de leur identité et la possibilité de témoigner à huis clos;
- adopter des mesures immédiates et assorties de délais, en collaboration avec les partenaires sociaux, pour protéger les enfants et éviter qu'ils ne deviennent victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Elles devraient inclure:
 - (a) la mise en œuvre de programmes pour éduquer les enfants vulnérables et les communautés aux dangers de la traite et de l'exploitation, en se concentrant sur la prévention de la traite des enfants et de leur exploitation sexuelle à des fins commerciales; et
 - (b) la création de centres de réhabilitation et de réinsertion des enfants victimes dans la société.

La commission encourage le gouvernement à solliciter davantage d'assistance technique du BIT et à intégrer la stratégie proposée ci-dessus dans un plan d'action national permanent, y compris le programme par pays de promotion du travail décent de l'OIT.

La commission encourage le gouvernement à rédiger un rapport sur les questions susmentionnées en pleine consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives et à le soumettre pour le 1^{er} septembre 2019.

Libye (ratification: 1961)

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

La commission a pris note des informations fournies par le représentant gouvernemental et de la discussion qui a suivi.

La commission a déploré que des personnes originaires de pays subsahariens soient vendues sur des marchés aux esclaves et qu'elles soient victimes de discrimination raciale.

La commission a pris note de l'engagement pris par le gouvernement d'assurer le respect de la convention n° 111. Prenant en compte la discussion, la commission demande au gouvernement:

- de prendre des mesures concrètes pour assurer que la discrimination directe ou indirecte fondée sur quelque motif que ce soit est interdite en droit et dans la pratique;
- de s'assurer que la législation couvre, directement ou indirectement, tous les motifs de discrimination interdits qui figurent à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article premier de la convention, et prendre des mesures pour interdire la discrimination dans l'emploi et la profession, en droit et dans la pratique;
- d'inclure une définition du terme «discrimination» dans la loi de 2010 sur les relations professionnelles;
- de s'assurer que les travailleurs migrants sont protégés contre la discrimination ethnique et raciale et le travail forcé;
- d'éduquer et promouvoir l'égalité des chances dans l'emploi pour tous;
- de prendre des mesures immédiates pour remédier à la situation de discrimination raciale et ethnique à l'encontre des travailleurs migrants originaires de l'Afrique subsaharienne (y compris les travailleuses migrantes), en particulier pour mettre un terme aux pratiques de travail forcé; et
- de mener des études et des enquêtes pour examiner la situation des groupes vulnérables, y compris les travailleurs migrants, afin d'identifier leurs problèmes et les solutions possibles.

À cet égard, la commission invite le gouvernement à continuer de s'engager et de participer activement à l'assistance technique du BIT afin de promouvoir des politiques de migration de main-d'œuvre équitables et efficaces.

La commission demande au gouvernement de fournir des informations détaillées sur les mesures concrètes prises pour mettre en œuvre ces recommandations à la prochaine session de la commission d'experts.

Myanmar (ratification: 1955)

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

La commission a pris note des informations fournies oralement par le représentant gouvernemental et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note des efforts déclarés du gouvernement pour éliminer le travail forcé, s'est félicitée de ces efforts et a prié instamment le gouvernement de les poursuivre. Toutefois, la commission s'est déclarée préoccupée par le recours persistant au travail forcé.

Prenant en compte la discussion du cas, la commission prie instamment le gouvernement:

- de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que, dans la pratique, le travail forcé n'est plus imposé par les autorités militaires ou civiles; d'appliquer strictement la loi de 2012 portant modification de la loi concernant l'administration des circonscriptions et des villages ainsi que le Code pénal pour s'assurer que les responsables de travail forcé font l'objet d'enquêtes et de poursuites effectives et, que dans tous les cas, les peines infligées sont proportionnelles à leurs actes;
- de s'assurer que les victimes de travail forcé ont accès à des voies de recours efficaces et à un soutien complet, sans crainte de représailles;
- de s'abstenir d'imposer des sanctions à ceux qui ont dénoncé des cas de travail forcé ou qui en ont fait état;
- de faire mieux connaître au grand public et aux autorités administratives les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités afin de dissuader le recours au travail forcé;
- de fournir des informations détaillées sur les progrès accomplis dans le cadre du programme par pays de promotion du travail décent;
- d'intensifier sa coopération avec le BIT en élaborant un plan d'action assorti de délais pour la mise en place d'une procédure efficace de traitement des plaintes et pour la transition vers cette procédure.

À cet égard, la commission encourage le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour donner suite aux recommandations.

Nicaragua (ratification: 1981)

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

La commission a pris note des informations fournies par la représentante gouvernementale et de la discussion qui a suivi.

Prenant en compte les informations présentées par le gouvernement et la discussion, la commission demande au gouvernement d'agir en urgence pour:

- s'assurer que les politiques du marché du travail sont menées en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, libres et indépendantes afin de contribuer à réaliser les principes de la convention n° 117, en s'appuyant sur l'assistance technique du BIT;
- s'assurer que les travailleurs migrants et leur famille sont dûment protégés contre la discrimination; et
- élaborer et mettre en œuvre des politiques économiques et du marché du travail solides et durables, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, libres et indépendantes.

La commission encourage le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du BIT. Elle prie le gouvernement de fournir de plus amples informations à la commission d'experts, pour examen à sa session de novembre 2019, sur les mesures prises pour se conformer à la convention n° 117.

Philippines (ratification: 1953)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec préoccupation les nombreuses allégations de meurtres dont auraient été victimes des syndicalistes et d'actes de violence antisyndicale, ainsi que les allégations faisant état de l'absence d'enquêtes sur ces allégations.

La commission a noté que le gouvernement avait introduit des réformes législatives pour faire face à certains des problèmes. Toutefois, la commission a regretté que ces réformes n'aient pas été adoptées, et a prié instamment le gouvernement de rendre la loi conforme à la convention.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu sur ce cas, la commission demande au gouvernement de:

- prendre des mesures efficaces pour prévenir la violence en ce qui concerne l'exercice par les organisations de travailleurs et d'employeurs d'activités légitimes;
- mener immédiatement et efficacement des enquêtes sur les allégations d'actes de violence qui auraient visé des membres d'organisations de travailleurs afin d'établir les faits, d'identifier les coupables et de sanctionner les auteurs de ces faits;
- rendre opérationnels les organes de suivi, notamment en fournissant des ressources suffisantes, et donner régulièrement des informations sur ces mécanismes et sur les progrès des cas dont ils sont saisis; et
- s'assurer que tous les travailleurs sans distinction peuvent constituer des organisations de leur choix et s'y affilier, conformément à l'article 2 de la convention.

La commission demande au gouvernement d'accepter une mission tripartite de haut niveau avant la prochaine session de la Conférence internationale du Travail et d'élaborer, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, un rapport sur les progrès accomplis pour le présenter à la commission d'experts avant le 1^{er} septembre 2019.

Serbie (ratification: 2000)

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

La commission a pris note des déclarations orales de la représentante gouvernementale et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec préoccupation que la législation nationale a établi plusieurs restrictions aux pouvoirs des inspecteurs du travail.

Prenant en compte les éléments fournis par le gouvernement et la discussion qui a suivi, la commission prie instamment le gouvernement:

- de modifier sans délai les articles 16, 17, 49 et 60 de la loi n° 36/15 sur le contrôle de l'inspection pour s'assurer que les inspecteurs du travail soient autorisés à pénétrer librement et sans avertissement préalable dans les établissements pour garantir un contrôle adéquat et efficace conformément aux conventions n°s 81 et 129; et
- d'entreprendre les réformes législatives en consultation avec les partenaires sociaux et d'assurer une collaboration efficace entre les inspecteurs du travail et les partenaires sociaux.

La commission demande au gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT en relation avec ces recommandations.

La commission prie le gouvernement de rendre compte en détail des mesures prises pour mettre en œuvre ces recommandations d'ici le 1^{er} septembre 2019.

Tadjikistan (ratification: 1993)

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

La commission a pris note des informations orales fournies par le représentant gouvernemental et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note de la déclaration du gouvernement qui s'engage à se conformer à la convention n° 111.

Prenant en compte la discussion, la commission demande au gouvernement de:

- rendre compte des mesures concrètes prises pour faire en sorte que la discrimination directe et indirecte pour tout motif est interdite en droit et dans la pratique; et
- communiquer sans délai des informations sur la mise en œuvre dans la pratique de la loi-cadre n° 89 du 1^{er} mars 2009 sur les garanties de l'État en matière d'égalité de droits entre hommes et femmes et d'égalité de chances dans l'exercice de ces droits.

La commission prie le gouvernement d'élaborer un rapport en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives et de le soumettre à la commission d'experts pour le 1^{er} septembre 2019.

Turquie (ratification: 1993)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a rappelé que le respect des libertés civiles est un préalable essentiel de la liberté syndicale. La commission a noté avec préoccupation les allégations de restrictions imposées aux organisations de travailleurs en matière de création, d'affiliation et de fonctionnement.

Prenant en compte la discussion, la commission demande au gouvernement:

- de prendre toutes les mesures appropriées afin de garantir que, quelle que soit l'affiliation syndicale, le droit à la liberté syndicale peut s'exercer dans des conditions normales, dans le respect des libertés civiles et dans un climat exempt de violence, de pressions et de menaces;
- s'assurer que sont garanties des procédures judiciaires régulières et équitables aux organisations d'employeurs et de travailleurs et à leurs membres.
- de réviser la loi n° 4688 en concertation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives afin d'accorder à tous les travailleurs sans aucune distinction, y compris aux travailleurs du secteur public, la liberté syndicale conformément à la convention, en droit et dans la pratique;
- de réviser le décret présidentiel n° 5 pour exclure les organisations de travailleurs et d'employeurs de son champ d'application; et
- de s'assurer que la dissolution d'organisations syndicales est le résultat d'une décision de justice et que les droits de la défense et la régularité de la procédure sont pleinement garantis dans un système judiciaire indépendant.

La commission prie le gouvernement de faire rapport à la commission d'experts sur les progrès accomplis s'agissant des recommandations précitées pour sa réunion de novembre 2019.

Uruguay (ratification: 1954)

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

Prenant en compte la discussion qui a suivi, la commission prie instamment le gouvernement:

- d'entreprendre des mesures législatives d'ici au 1^{er} novembre 2019, après avoir pleinement consulté les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, en prenant en considération la recommandation des organes de contrôle de l'OIT, pour garantir la pleine conformité de la législation et de la pratique nationales avec la convention; et
- de préparer, en consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives, un rapport à soumettre à la commission d'experts avant le 1^{er} septembre 2019, afin de l'informer en détail des initiatives prises pour progresser dans le sens de la pleine application de la convention en droit et dans la pratique.

Yémen (ratification: 2000)

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

La commission a pris note des informations fournies par le représentant gouvernemental et de la discussion qui a suivi.

La commission prie instamment le gouvernement de:

- mettre en œuvre le plan d'action adopté en 2014;
- s'assurer que les enfants incorporés dans des groupes armés, de quelque appartenance que ce soit, sont traités avec équité et mettre en œuvre des mesures pour s'assurer que ces enfants sont réinsérés dans la société avec une réadaptation adéquate;
- préparer un rapport contenant des informations et des statistiques relatives au nombre d'enfants engagés dans le conflit armé, au nombre de ceux qui ont été libérés et envoyés en réadaptation et réinsertion, ainsi que sur les enquêtes et les poursuites engagées contre ceux qui se sont rendus coupables de recrutement d'enfants dans le conflit armé; et
- prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'égalité d'accès à l'enseignement élémentaire gratuit à tous les enfants en âge de scolarité.

La commission encourage le gouvernement à solliciter l'assistance technique du BIT afin de garantir la pleine conformité de sa loi et sa pratique avec la convention n° 182. La commission prie le gouvernement de faire rapport sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations qui précèdent avant la prochaine réunion de la commission d'experts en 2019.

Zimbabwe (ratification: 2003)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations fournies par le représentant du gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note des préoccupations relatives à la non-application par le gouvernement des éléments spécifiques des recommandations de la commission d'enquête de 2009. La commission a noté des problèmes persistants de non-respect de la convention, y compris des allégations de violations des droits à la liberté de réunion des organisations de travailleurs. La commission a également pris note de l'engagement annoncé par le gouvernement de se conformer à ses obligations découlant de la convention et de respecter le processus de dialogue social, notamment dans le

cadre du Forum de négociation tripartite (TNF).

Prenant en compte la discussion, la commission demande au gouvernement de:

- de s'abstenir de procéder à des arrestations, de mettre en détention ou de se livrer à des actes de violence, d'intimidation ou de harcèlement envers des membres de syndicats exerçant des activités syndicales licites;
- de s'assurer que des enquêtes sont diligentées sur les allégations de violences contre des membres de syndicats et, le cas échéant, que des sanctions dissuasives sont imposées;
- d'abroger la loi sur l'ordre public et la sécurité (POSA), comme il s'est engagé à le faire, et s'assurer que la loi sur l'ordre public qui la remplacera ne viole pas la liberté syndicale des travailleurs et des employeurs en droit et dans la pratique;
- de réviser ou abroger la loi sur la fonction publique et, au besoin, la loi sur les services de santé, pour accorder aux travailleurs du secteur public la liberté syndicale, en concertation avec les partenaires sociaux;
- de modifier la loi sur le travail en concertation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs pour la rendre conforme à la convention; et
- de poursuivre le dialogue social avec les organisations de travailleurs et d'employeurs dans le cadre du TNF.

La commission prie instamment le gouvernement d'accepter une mission de contacts directs du BIT pour évaluer les progrès accomplis avant la prochaine Conférence internationale du Travail.

Annexe IV - Indice des droits dans le monde 2019 – Les dix pires pays au monde pour les travailleuses/eurs

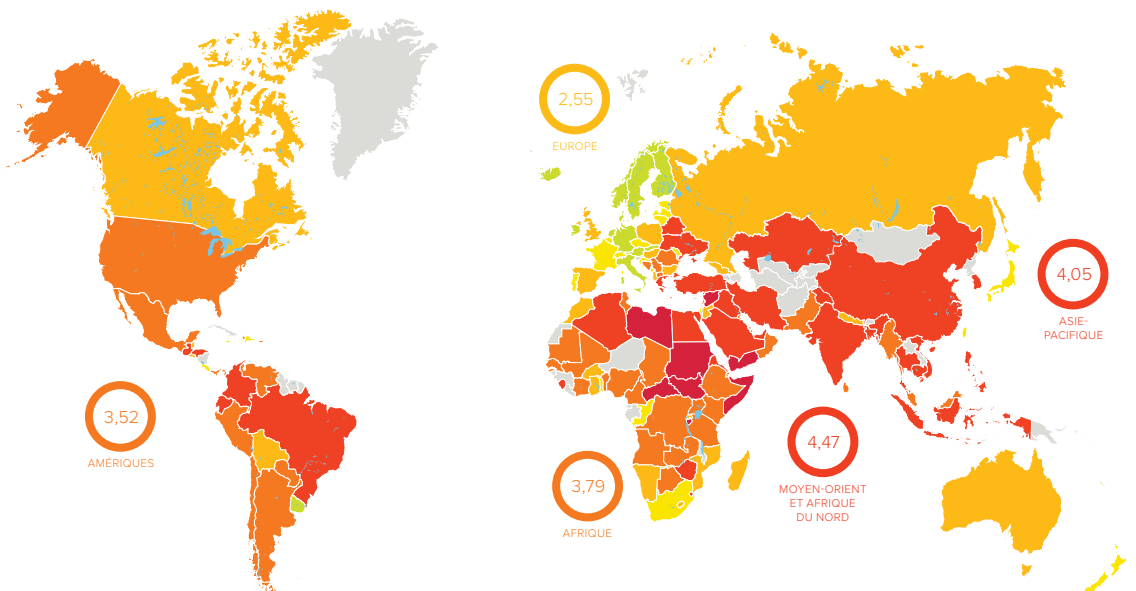
INDICE CSI DES DROITS DANS LE MONDE 2019

Les dix pires pays au monde pour les travailleurs

 Algérie » Répression par l'État » Arrestation de dirigeants syndicaux et poursuites pénales à leur encontre » Obstacles majeurs à l'enregistrement de syndicats	 Bangladesh » Violence » Licenciements collectifs » Arrestation de dirigeants syndicaux	 Brésil NOUVEAU » Violence » Assassinat » Atteintes à la négociation collective
 Colombie » Assassinats et extrême violence » Actions antisyndicales et licenciements	 Guatemala » Assassinats et extrême violence » Actions antisyndicales et licenciements	 Kazakhstan » Répression par l'État » Arrestation de dirigeants syndicaux et poursuites à leur encontre
 Philippines » Violence et assassinat » Répression brutale de protestations publiques » Lois répressives	 Arabie saoudite » Abus à l'encontre des travailleurs/euses migrants et travail forcé » Répression par l'État	 Turquie » Assassinat » Répression des grèves » Licenciements collectifs et discrimination
 Zimbabwe NOUVEAU » Violence par l'État » Arrestation de dirigeants syndicaux » Licenciements collectifs		

L'Indice CSI des droits dans le monde 2019 décrit les pires pays du monde pour les travailleurs et les travailleuses en classant 145 pays sur une échelle allant de 1 à 5+ en fonction du niveau de respect des droits des travailleurs, où 1 est la meilleure catégorie et 5+ est le pire classement.

Les violations sont enregistrées chaque année d'avril à mars. Chaque pays est analysé à la lumière d'une liste de 97 indicateurs découlant des Conventions et de la jurisprudence de l'OIT, représentant chacun une infraction des droits des travailleurs en droit et dans la pratique.



5+	Les droits ne sont pas garantis du fait de l'absence de l'État de droit
5	Les droits ne sont pas garantis
4	Violations systématiques des droits
3	Violations régulières des droits
2	Violations réitérées des droits
1	Violations sporadiques des droits
	Aucune donnée disponible

www.ituc-csi.org #rightsindex



